

Pourquoi l'Algérie est hors-jeu en Libye

Après s'être marginalisée en Libye par son soutien jusqu'au bout à Mouammar Kadhafi, l'Algérie a fini par perdre son influence, même au Fezzan et dans le pays touareg qui faisaient traditionnellement partie de son aire d'influence

ALI BENZAAD >

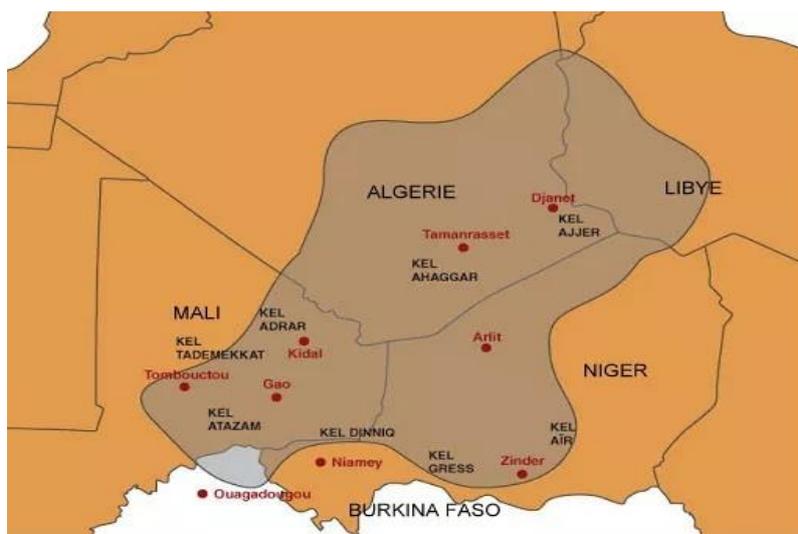
Abdel Hamid Dbeibah, le nouveau chef du gouvernement libyen depuis le 15 mars 2021 a dès son investiture entamé une tournée diplomatique dans de nombreuses capitales. Il a également reçu les chefs de gouvernement de pays proches comme la Tunisie, l'Égypte et l'Italie, ou plus éloignés comme la Grèce. Mais il a attendu deux mois et demi avant de se rendre le 29 mai à Alger, simple étape d'un périple sur le chemin de l'Europe.

Depuis au moins un an, la marginalisation de l'Algérie sur le dossier libyen ne fait plus de doute, avec les négociations entre belligérants débutées en octobre 2020 qui ont abouti à l'accord actuel de gouvernement. Ces négociations menées pour l'essentiel à Tunis et à Skhirat (non loin de Rabat) ont vu se multiplier les allées et venues des acteurs libyens entre ces deux capitales maghrébines, enjambant à chaque fois Alger.

Depuis longtemps, ces acteurs libyens — favorables ou hostiles à l'Algérie — ne se font plus d'illusions sur ses capacités à exercer une influence sur la scène libyenne. Elle s'est d'abord marginalisée depuis son soutien jusqu'au-boutiste à Mouammar Kadhafi par peur d'une contagion des « printemps arabes », puis en allant jusqu'à accueillir toute sa famille en exil. Elle a fini par perdre son influence même au Fezzan et dans le pays touareg qui faisaient traditionnellement partie de son aire d'influence. Ainsi le maréchal Khalifa Haftar ne s'est pas limité à menacer publiquement l'Algérie, ce qui avait alors été pris pour une rodomontade. Il est ensuite passé à des provocations.

RÉTICENCES DES TOUAREGS

Lorsqu'en prélude à son attaque de Tripoli, Haftar tente deux mois plus tôt, en février 2019, de prendre le contrôle de la région du Fezzan, la présence effective de ses troupes se limite à Sebha, la capitale. Dans cette région qui a une longue frontière avec l'Algérie, il marque par procuration le passage des territoires sous son contrôle. Les Touaregs, comme la plupart des autres communautés, ont accordé leur allégeance à Khalifa Haftar, plaçant sous son autorité le champ pétrolifère d'El-Fil qu'ils contrôlaient. Mais le maréchal tint exceptionnellement à faire défiler et bivouaquer ses troupes à Ghât, une oasis proche de la frontière algérienne. Avant de les retirer 48 h plus tard.



Le pays touareg (targui)

Les Touaregs, soucieux de leurs bonnes relations avec l'Algérie frontalière, auraient voulu éviter cette démonstration de force. Ghât, à moins d'une dizaine de kilomètres de la frontière, fonctionne en interaction avec sa jumelle algérienne Djanet, à moins d'une cinquantaine de kilomètres. D'une façon générale, l'influence de l'Algérie est forte dans la région. On est dans le pays de la confédération targuie des Kell Ajjer répartie des deux côtés de la frontière, avec des parentés croisées qui tissent un continuum humain et qui avaient fait de Ghât une base arrière de la lutte contre la colonisation française puis de la lutte de libération de l'Algérie. La zaouia Tidjani, espace où se concluent depuis toujours les rencontres et accords entre les tribus targuies, située quasiment sur la frontière, a été une des bases du Front de libération nationale (FLN) durant la guerre d'indépendance, abritant armes, combattants et réunions. Le prestige de l'Algérie en est resté fort.

Ses réseaux sont servis par des parentés transfrontalières, comme l'illustre le lien entre Mabrouka Sherif, la cheffe de la garde amazone de Kadhafi, native de Ghât, avec son oncle le sénateur Gouma de Djanet. Ce sénateur avait été nommé dans le tiers présidentiel, ce qui, dans ces régions frontalières, signifie un apparentement au puissant Département du renseignement et de la sécurité (DRS), les services secrets algériens. Pourtant lorsque le conflit entre les Touaregs et les Toubous prend en 2016 le chemin de la réconciliation, c'est le Qatar qui parraine et structure les négociations côté Touaregs. Il le fait par le biais d'un sous-traitant, un intermittent du renseignement, le Mauritanien Mustapha Limane Chaffei. Les services algériens sont associés aux négociations pour les neutraliser. Lorsque le Tchadien Idriss Deby décide de s'y impliquer pour reprendre pied dans la Libye post-Kadhafi et surtout dans la communauté touboue qui fournit et abrite une partie de ses opposants, il pousse dans les négociations l'ancien président tchadien Goukouni Oueddei, Toubou lui-même et considéré comme un « homme de l'Algérie » où il a séjourné en exil. Deby continue à penser que l'Algérie est un acteur-clé qu'il ne faut pas se mettre à dos. Mais les Qataris, voyant d'abord dans le Tchad un allié de Haftar et des Émirats arabes unis, poussent Oueddei vers la sortie par Touaregs interposés, passant outre les intérêts de l'Algérie qu'ils privent d'une carte maîtresse.

Un an plus tard, en 2017, l'Algérie annonce en grande pompe la visite de son ministre des affaires étrangères dans le sud de la Libye. Les liens y sont forts avec l'Algérie, tissés depuis la fin du XIX^e siècle et la colonisation française. Mais la visite du ministre tourne vite court. Après une brève escale à Ghât, il s'envole pour Tripoli en ignorant les autres villes du Fezzan et notamment sa capitale, Sebha, où il était attendu. La déception est alors grande, mais c'est aussi la certitude d'un affaiblissement de la puissance de l'Algérie, illustrée par ce qui a été interprété comme une fuite.



©Philippe Rekacewicz

Cependant, les Algériens avaient utilisé auparavant le peu de puissance qui leur restait dans le périmètre de Ghât pour mettre à l'écart autoritairement — avec l'aide des Qataris — le Haut Conseil des Touaregs, constitué de jeunes qui s'étaient associés à la révolution, et le réduire à un cadre formel. Ils lui substituent un Conseil social des Touaregs et remettent en selle les deux caciques touaregs du régime de Kadhafi : Hocine El-Kaoui, l'ancien responsable des « comités populaires » de Ghât, et Ali Kena, le responsable de la milice targuie El-Mawaghir.

LA JONCTION AVEC LES IMAZIGHEN

Face aux tentatives de Haftar de s'implanter au Fezzan, l'unanimité se fait dans les communautés du Fezzan pour désigner Ali Kena comme chef de la région militaire du Fezzan. Paradoxalement, l'Algérie s'y oppose, ajoutant son refus à celui des puissances comme la France et les Émirats arabes unis qui le voyaient plutôt comme un homme des Algériens. Ces pressions paralyseront longtemps Fayez Al-Sarraj, premier ministre depuis décembre 2015, et l'empêchent de nommer un gouverneur militaire au Fezzan, laissant un vide qui favorise Haftar.

En lâchant Ali Kena, les Algériens perdent la dernière branche par laquelle ils pouvaient se raccrocher à la Libye. Leur attitude se fonde sur une double méfiance, à l'égard d'une minorité ethnique ayant son prolongement en Algérie, mais surtout face aux prémices d'une alliance entre Touaregs et Imazighen du djebel Nefoussa. Les Touaregs avaient majoritairement soutenu Kadhafi. Cependant une de leurs deux branches, celle minoritaire de Terga, avait dès son début rejoint la révolution en emboitant le pas aux Zintan du Djebel auxquels les liait une très ancienne alliance tribale.

Dans les combats en juillet-août 2011 autour du djebel puis de la prise de Tripoli se fit la jonction avec les Imazighen qui tentèrent de structurer une alliance incluant les Touaregs sahéliens inquiets pour leur devenir en Libye, où, contrairement aux promesses de Kadhafi, la plupart d'entre eux n'ont pas été naturalisés. À la chute de Kadhafi, les troupes amazighes sont les seules à entrer dans le pays targui pour prévenir d'éventuelles représailles contre ces derniers et leur tendre la main. Lorsque le leader amazigh Fethi Ben Khalifa lance son parti Lebou (en référence à la tribu amazighe qui occupait la région et donnera son nom au pays), il ne le fait pas au djebel Nefoussa, môle de peuplement des Imazighen

libyens, mais à Oubari en pays targui où se trouvent les membres de la branche Terga et les Touaregs du Sahel.

Pour le régime algérien, préoccupé de se prémunir d'une contestation interne dont la Kabylie est un des épicycles, mais dont l'influence s'étend au Sahara, au Mزاب particulièrement, la constitution d'un tel axe autour de l'amazighité est vue comme une menace qu'il faut endiguer. Aussi l'Algérie s'emploie-t-elle à brider l'action des Touaregs. Elle se tourne vers les Frères musulmans par l'intermédiaire du Qatar, d'autant qu'un de leurs leaders libyens, Abdelkader Touhami, est responsable des services du gouvernement Sarraj jusqu'à sa mort à la fin de l'année 2020. De surcroît, il est originaire du Fezzan. Mais les Frères connaissent eux-mêmes une crise profonde, avec une hémorragie de cadres et une érosion continue de leur influence, et ont moins à offrir à l'Algérie qu'à en attendre. Vivant sous la menace existentielle que fait peser sur eux le puissant voisin égyptien, ils tournent casaque et s'engagent dans une opération de séduction de son allié le maréchal Haftar en prenant leurs distances avec l'Algérie dont ils comprennent l'impuissance, la laissant sans relais en Libye.

L'Algérie se retrouve acculée dans une position passive. Pour se protéger des retombées du conflit, elle se lance à grands frais dans la construction d'un mur allègrement franchi au quotidien par les Touaregs, y compris pour se rendre au Niger dont l'accès direct leur est barré par leurs rivaux toubous.

LA CORRUPTION DES SERVICES

Cette marginalisation de l'Algérie sur le dossier libyen n'est qu'une des facettes de la dilution de la puissance algérienne, conséquence de la crise d'un régime dont le Hirak débuté en février 2019 a révélé l'immobilisme et la corruption de ses services de sécurité et de sa diplomatie. Ses effets sur le dossier libyen s'illustrent de façon frappante à Ouargla, siège de la quatrième région militaire algérienne qui gère entre autres le dossier libyen.

Le 18 octobre 2018, le général Abderrazak Cherif, qui a dirigé quinze ans durant cette région militaire, est arrêté pour trafic de cocaïne. Les services de sécurité américains et espagnols avaient mis en lumière la filière qu'il couvrait et opérait depuis plusieurs années à partir de la Colombie, sommant les autorités algériennes d'agir. Le général Cherif est aussi le responsable militaire qui a géré le dossier libyen dans ses moments charnières, de 2004 à 2018. La quatrième région militaire est en effet celle où s'élabore la diplomatie sécuritaire sahélienne de l'Algérie, héritière du « Territoire du Sud » de Ouargla qui fut le siège du commandement militaire français pour l'ensemble du Sahara. Sa position en bout de chaîne de l'axe d'échange méridien le plus important du Sahara central en fait un carrefour de réseaux d'échanges informels.

À partir des années 2000, la quatrième région militaire de Ouargla où se trouve l'essentiel des gisements algériens d'hydrocarbures se transforme en terrain d'affrontement autour des dividendes de la privatisation de l'économie, estompant les questions sécuritaires et diplomatiques régionales. Après plusieurs péripéties, notamment la révélation par le DRS de la corruption autour des contrats pétroliers de l'entourage du président Abdelaziz Bouteflika, et la prise d'otages en janvier 2013 par des islamistes au complexe gazier de Tiguentourine, non loin de la frontière libyenne, où les tiraillements entre l'armée et le DRS alourdissent le bilan des otages tués — 37 selon des sources officielles algériennes —, le DRS est finalement dissous. À Ouargla, une de ses bases fortes, on assiste au démantèlement de ses réseaux qui, depuis cette base, s'étendaient en Libye, au Sahel et même jusqu'à Paris.

Au-delà des péripéties de ces luttes au sommet, à Ouargla, les activités privatisées notamment dans le pétrole sont accaparées pour l'essentiel par de hauts gradés et leurs enfants ou leurs protégés, en association avec des multinationales. Les populations autochtones qui étaient reléguées dans les emplois subalternes non qualifiés ne peuvent même plus y accéder. La privatisation a aggravé le clientélisme de sociétés privées qui préfèrent « importer » du Nord même les travailleurs non qualifiés, et enfreignent en toute impunité Code du travail et les règles environnementales.

Une révolte sociale, structurée autour du « Mouvement des enfants du Sud pour la justice » (MSJ) a subi une répression violente, le régime usant de moyens de guerre pour traquer les contestataires. Les autorités ont justifié ces représailles par le passage d'une partie de ce mouvement à la lutte armée. Mais une enquête très fouillée du journal *El Watan* (28 mars 2014) sous le titre « L'histoire secrète du Mouvement des enfants du Sud » a révélé nombre de zones d'ombre sur les motivations de ce passage à la lutte armée, des amalgames sur l'identité des militants et la violence de l'armée face aux tentatives de médiation.

Le « front interne » a ainsi pris le pas sur les considérations sécuritaires régionales dans la région de Ouargla. L'armée algérienne n'y est plus perçue comme un pouvoir de l'ombre, mais comme un acteur

banalisé dans la course au profit. Cette délégitimation permet aux langues de se délier pour critiquer ouvertement « le pouvoir de la casquette » et « les nouveaux colons » dans des meetings de protestation. Près de deux décennies avant le Hirak, le pouvoir des militaires était mis en cause à Ouargla.

La mutation de ce territoire qui constitue le cœur atomique du dispositif sécuritaire algérien révélait une évolution plus globale. L'inculpation du général Abderazak était intervenue en même temps que [celle des plus grands patrons de l'appareil sécuritaire](#) : celui de la police, celui de la gendarmerie, les chefs de la première et deuxième région militaire (la première couvrant tout l'Algérois et vouée à la protection du régime et la deuxième les frontières avec le Maroc). Après le déclenchement du Hirak et sous sa pression, vont s'y ajouter les deux patrons de la sécurité de l'armée, trois autres du puissant service de renseignements et plusieurs directeurs de départements du ministère de la défense.

L'INFLUENCE DES ÉMIRATS ARABES UNIS

Cette plongée de la haute hiérarchie sécuritaire dans la criminalité aura plusieurs effets collatéraux à Ouargla sur la gestion du dossier libyen. D'abord un désinvestissement dans les réseaux d'influence traditionnels dans le Fezzan, voire leur désorganisation et leur détournement au profit de réseaux criminels voués à l'acheminement de la drogue et la méfiance et la coercition envers les acteurs politiques influents au Fezzan, susceptibles de perturber ce trafic, et qui, par ailleurs, à l'instar de certains Touaregs et Imazighen, sont perçus par le pouvoir officiel comme porteurs d'un risque de contagion contestataire. En écho, la féroce répression du mouvement social comme celui des enfants du Sud a participé à couper le lien, sur le versant algérien, avec les Touaregs et autres populations sahariennes algériennes, relais d'influence en Libye. Le trafic de drogue s'est instillé dans les luttes de clan au sein du sérail algérien, avec comme terrain les frontières libyennes.

Le général Abderrazak, commandant de la région, a été le principal artisan de la chute en août 2015 du général Hassan, numéro deux du DRS, qui organisait une opération de récupération des armes en circulation en Libye, au motif d'une dissimulation par celui-ci d'une partie de ces armes. Cette chute signera le début du démantèlement du DRS. Par cette opération, le général Abderrazak conforte à la fois sa position auprès de la présidence et se débarrasse d'un intrus, gagnant plus de marges de manœuvre sur son territoire. Le prix en est la destruction des derniers réseaux du DRS dans le Fezzan.

Le fait que ce soient des services étrangers qui aient mis à jour ce trafic a fait ressurgir le fantôme du général Manuel Noriega, ferré par la CIA sur un trafic de drogue puis devenu chef d'État panaméen, a espionné pour le compte de celle-ci les États latino-américains, particulièrement Cuba. Comment ne pas penser aux excellentes relations du général Abderrazak avec les princes émiratis qui prenaient depuis deux décennies leurs quartiers d'hiver sur son territoire, chassant la gazelle et l'outarde, protégés par ses soldats. L'ancien premier ministre Ahmed Ouyahia, justifiant l'équivalent de plusieurs millions d'euros sur son compte, a révélé qu'ils ont arrosé généreusement tous les responsables politiques et militaires.

Ce sont ces mêmes Émiratis, principaux soutiens de Haftar, qui ont poussé celui-ci à précipiter [son attaque contre Tripoli](#). Elle s'est faite au petit matin du 4 avril 2019, c'est-à-dire quasiment le lendemain du jour de la démission de Bouteflika, le 2 avril, tard dans la soirée, basculant l'Algérie dans une période d'incertitude. Ce jour-là, à la frontière algéro-libyenne, des princes émiratis chassaient et d'autres, en nombre, peuplaient les luxueux palaces d'Alger sous haute protection.

Pour l'opinion algérienne des questions se posent désormais : l'Algérie dispose-t-elle réellement d'un bouclier sécuritaire fonctionnel ? Le basculement d'un nombre important de ses responsables dans la criminalité ne l'a-t-elle pas rendue perméable aux services étrangers ?